

« **Quelle relance de la construction européenne ?** »

Vendredi 27 janvier 2006
Mairie du 13^o arrondissement de Paris

Débat initié par l'Association Républicaine des Anciens Combattants (ARAC) - Paris

Et organisé par l'Institut de Documentation et de Recherche sur la Paix (IDRP)

Sous la présidence de :

Jérôme Relinger, conseiller-délégué du 13^o arrondissement de Paris.

Présentation :

Claude Delevacq, ARAC - Paris,
Jacques Le Dauphin, Directeur de l'IDRP

Avec la participation de :

Nils Andersson, essayiste,

Florent Schaeffer, animateur de l'Assemblée européenne des citoyens,

Francis Wurtz, député européen, président du groupe GUE/NLG au Parlement européen

Jérôme Relinger :

Je vous remercie de votre participation à ce débat sur une question particulièrement importante. Lors de la campagne sur le référendum concernant la Constitution européenne, le débat s'est épanoui, sans doute pour la première fois depuis des décennies, des milliers de personnes se sont mis à échanger, parler de contenu politique de haut niveau, se sont rassemblés, se sont organisés, et finalement ont tranché. Dans notre arrondissement, à l'initiative d'associations de citoyens et de partis politiques, sous l'appellation de collectif du « NON », qui continue aujourd'hui, sous l'appellation « Pour une autre Europe ». Ce n'est pas moins de 1 500 personnes qui se sont réunies à travers une douzaine de débats, et qui ont là encore, discuté sur des textes de haut niveau, dans des échanges respectueux et toujours à la recherche de l'intérêt collectif. Je crois qu'il est souvent reproché, à juste titre, aux politiques, aux élus, de ne rien faire pour consulter, à travers de telles initiatives, en organisant ce genre d'échange. On est bien dans notre rôle d'élus, censés représenter l'intérêt collectif. Cette mairie devrait, plus souvent, servir à ouvrir des échanges permanents, d'autant que nous sommes très attentifs dans le 13^e arrondissement à promouvoir, en plus des questions générales comme celles que nous allons aborder ce soir, d'autres questions comme celle de la culture de paix. Merci donc à l'ARAC, à l>IDRP, merci à nos invités d'ouvrir ce débat pour que le foisonnement politique que j'évoquais se poursuive et devienne continu. Sans plus tarder, je vais laisser la parole aux différents intervenants.

Claude Delevacq :

Merci. Je voudrais aussi remercier les personnes présentes ce soir et bien évidemment les intervenants. Ce débat que nous allons engager ce soir, on l'a souhaité, dans le sens où il convenait de ne pas arrêter la réflexion après le référendum. Partout on entend parler de ce référendum, de son résultat. A l'ARAC, nous pensons qu'il faut organiser un vrai débat citoyen. Notre objectif est de réunir fréquemment des amis, pour débattre de différents sujets. Ce soir, c'est sur le thème de l'Europe, la relance de cette construction européenne. Dans quelques semaines, dans cette mairie, avec le Mouvement de la Paix, nous aurons un débat sur la paix et le désarmement nucléaire. C'est donc un grand mouvement qui s'engage au sein de l'ARAC, qui a décidé d'aller sur tous les terrains citoyens, tout ce qui concerne aujourd'hui les Françaises et les Français.

A l'ARAC nous partons sur une base extrêmement claire, puisque notre association, après avoir débattu dans ses instances, son Conseil national, a décidé d'appeler à voter Non au référendum. Nous avons expliqué que pour nous c'était le Non qui devait prévaloir et aujourd'hui nous continuons parce qu'il nous semble logique de nous associer à tout le mouvement. Aujourd'hui, il y a quelque chose dont nous sommes très partie prenante, c'est le barrage à la directive Bolkestein. L'ARAC est signataire de différents textes. On réfléchit, on analyse, on demande d'auditionner des spécialistes pour nous aider dans notre démarche. C'est pourquoi, comme ce soir, mais aussi de manière plus permanente, nous travaillons avec l'Institut de Documentation et de Recherche sur la Paix (IDRP). Merci.

Jacques Le Dauphin :

Merci. Je m'associe à Claude Delevacq pour remercier la mairie du 13^e, son député-maire, Serge Blisko et son conseiller délégué, Jérôme Relinger, de nous accueillir en cette salle. Merci à toutes et à tous d'être présents.

Permettez-moi en quelques mots, d'évoquer les raisons qui ont motivé l>IDRP en partenariat avec l'ARAC, l'organisation de ce débat. Concernant la construction européenne, l'année qui

s'ouvre apparaît particulièrement importante. On sait qu'est souvent évoquée l'impasse dans laquelle serait placée cette construction après les refus français et néerlandais du projet de Constitution. Mais ce rejet est-il la cause de l'impasse, ou rend-t-il plus visible encore la crise que traverse l'Union européenne dans son évolution et sa perception par les peuples européens ? C'est une question à débattre. Alors comment se situer présentement ? D'évidence nous sommes à la croisée des chemins et peut-être aussi à un carrefour des possibles. Doit-on dans une sorte d'opération résurrection s'attacher à peaufiner le Traité constitutionnel en l'amendant pour le rendre plus présentable, en vue d'une seconde lecture ? On sait que c'est l'opinion du Chancelier autrichien Wolfgang Schüssel, lequel assure pour ce semestre la présidence de l'Union européenne. L'entretien qu'il a accordé récemment au journal « Le Monde » est significatif à cet égard. On sait aussi que cette opinion est partagée par d'autres capitales européennes et par certains milieux en France. C'est un autre paramètre de notre débat. Car, doit-on polariser la réflexion sur les amendements possibles d'une ou partie du texte constitutionnel original, ou bien saisir l'opportunité de la situation présente pour un réel examen de la construction européenne elle-même, et ouvrir un débat sur de possibles perspectives alternatives ? Car n'est-ce pas sur de telles perspectives que pourrait se bâtir un autre Traité constitutionnel refondé ?

Chacun des orateurs développera à partir de son approche les points sur lesquels il conviendrait de réfléchir. Arielle Denis, malade n'a pu être des nôtres, j'évoquerais quelques points qu'elle aurait sans doute soulevé. Je pense en particulier aux problèmes de paix, de sécurité, de désarmement. Quel positionnement de l'Europe, quelle contribution peut-elle apporter pour faire face aux défis mondiaux ? Doit-elle affirmer une ambition de pôle de puissance ? Doit-elle inscrire son action dans des logiques de force de nature analogue à celle développée par les Etats-Unis présentement ? Peut-elle, doit-elle, se dégager de la prégnance américaine et du carcan que constitue une organisation comme l'Otan ? Que penser dans cet esprit de la récente déclaration du Président de la République, Jacques Chirac, concernant l'arme nucléaire dont la France est dotée ? Nombre de commentateurs ont cru discerner une inflexion sinon une dérive de la doctrine de dissuasion, la rapprochant du concept de possible utilisation pour des motivations diverses. Motivations qui calquent quelque peu celles avancées dans la doctrine stratégique américaine. Que penser de sa proposition de fonder une défense européenne commune qui tiendrait compte des forces nucléaires françaises et britanniques existantes, dans la perspective d'une Europe forte et responsable de la sécurité ? Outre le fait que nombre de pays européens ne sont pas prêts à accepter une nucléarisation de l'Europe, est-ce la bonne voie pour affirmer l'autonomie stratégique du continent ? N'est-ce pas au contraire relancer la prolifération nucléaire dont on souligne par ailleurs tous les dangers ? On est en droit de penser que l'Europe doit trouver une autre voie d'ouverture sur le monde, celle de coopérations, d'initiatives en faveur de la paix, dans l'esprit de la Charte des Nations Unies. Quelles orientations promouvoir en ce sens ? Le débat est ouvert. Mais qui doit intervenir dans ce débat européen ? Les gouvernements, sans doute, mais peuvent-ils être laissés seuls ? On sait que lors des votes exprimés au Conseil européen, ils ne s'inscrivent pas spontanément, c'est un euphémisme, dans les orientations novatrices. On a pu remarquer que plusieurs d'entre eux participent actuellement au Forum économique mondial de Davos dont le thème central retenu est « l'impératif de créativité ». Ne peut-on penser qu'un tel thème, illusoire à Davos, pourrait être retenu dans l'examen de la construction européenne ? Si les gouvernements ne manifestent pas un empressement excessif, de propositions alternatives à l'existant, elles grandissent dans les opinions publiques en Europe. Les Forums sociaux mondiaux et européens en sont le reflet. Les opinions souhaitent de plus en plus être consultées, car elles ont des propositions inédites à avancer. Plus encore, elles souhaitent contribuer directement à leur concrétisation. C'est sans doute un débat à ouvrir ce soir.

Ce sont là quelques motivations très générales et non exhaustives qui nous ont conduit à organiser cette rencontre. Merci.

Nils Andresson :

La crise politique et institutionnelle de l'Europe n'est pas née du refus de la Constitution par les citoyens français et néerlandais, ces deux « non » n'en furent que le révélateur. Par ailleurs les opinions publiques des autres pays s'expriment également à l'encontre d'une édification par le haut et bureaucratique. D'évidence, l'Europe exige un autre projet, une autre vision que celle qui a prévalu jusqu'ici. Pour concevoir un autre devenir au projet européen, de même qu'il est essentiel de connaître et prendre en compte le passé des peuples qui vivent sur ce continent, leurs diversités et les déchirements de l'histoire, de même il paraît nécessaire de raisonner sur ce qui a fondé le projet européen.

Je vous rassure, je ne remonterai pas au XIXème siècle, à l'exhortation de Victor Hugo déclarant en 1850 : « Un jour viendra où l'on verra ces deux groupes immenses, les États-Unis d'Amérique, les États-Unis d'Europe, placés en face l'un de l'autre, se tendant la main par-dessus les mers, échangeant leurs produits, leur commerce, leurs industries, leurs arts, leurs génies, défrichant le globe, colonisant les déserts, améliorant la création sous le regard du Créateur, et combinant ensemble, pour en tirer le bien être de tous, ces deux forces infinies, la fraternité des hommes et la puissance de Dieu ! ». De quoi polémiquer !

L'intention est d'aborder deux dogmes des pères de l'Europe, considérés comme des visionnaires, qui ont œuvré, pour citer Churchill, à « unir l'héritage de l'Europe ». Leur esprit « visionnaire » était-il si innovant ? Dans les années 20, le Comte de Coudenhove-Kalergi, diplomate autrichien, fonde l'Union paneuropéenne et projette, partant du charbon allemand et du minerai français, de créer une industrie sidérurgique européenne. Son dessein paneuropéen prévoyait également pour faire de l'Europe un territoire économique homogène, une union douanière et une unification de la monnaie. Toujours dans l'entre-deux guerres, le ministre des affaires étrangères allemand de la République de Weimar, Stresemann, lance l'idée, avec Aristide Briand, d'Etats-Unis d'Europe, fondés sur un rapprochement plus global des industries françaises et allemandes. Après la mort de Stresemann, Aristide Briand préconisera une « Union européenne » et « l'établissement d'un marché commun », tout en précisant: « évidemment, cette association agira surtout dans le domaine de l'économique. »

Le charbon et l'acier, le rapprochement des industries françaises et allemandes, une union douanière, un marché commun et jusqu'à l'unification de la monnaie, proposées vingt à trente ans plus tôt, ces idées, reprises par Jean Monnet, Robert Schuman, de Gasperi, Adenauer, Paul Henri Spaak, n'étaient donc en rien novatrices.

Il n'y a naturellement pas péché à reprendre d'anciennes idées, cependant, l'Europe du début des années 50 n'est plus celle des années 20 et du tournant des années 30. On ne peut donc que s'étonner qu'au sortir de l'horreur, dans une Europe ravagée et meurtrie pour la seconde fois en trente ans, après la victoire sur le nazisme à laquelle de grands mouvements de résistance avaient contribué, les pères de l'Europe n'aient eu pour seul horizon que les idées de Coudenhove-Kalergi, Stresemann ou Aristide Briand.

Une explication à cela, comme leurs prédécesseurs, les pères de l'Europe ne voyaient sa construction et l'établissement de la paix sur le continent que comme un sujet économique

avec, l'objectif de remettre sur pied les pouvoirs industriels et financiers affaiblis par la guerre et souvent compromis dans la collaboration. Dans cette optique, réaliser l'idée européenne, en s'inspirant des projets avancés dans les années 20 et 30, leur apparaissait à la fois comme une nécessité économique et comme une opportunité politique.

Tout le processus de la construction européenne va découler de cette orientation initiale où les peuples n'ont qu'une place de référence symbolique. Il suffit d'énumérer les institutions européennes successivement mises en place pour s'en convaincre : la Communauté du charbon et de l'acier, l'Euratom, la Communauté économique européenne, le Système monétaire européen, le Marché unique, l'Espace économique européen, l'Union économique et monétaire, la Banque centrale européenne, chacune de ces institutions démontre la prééminence absolue de l'économie, plus précisément de l'économie libérale, aujourd'hui mondialisée et privée de régulation.

Jean Monnet affirmait alors : « Nous unifions des peuples, pas des États. » Si tel était l'objectif, quel échec, un demi siècle après le constat est là : les peuples européens n'ont pas été unifiés. Il n'y a pas de démocratie européenne (le mode d'adoption de la Constitution européenne, différent dans chaque pays, en témoigne) et surtout, il n'y a pas d'Europe sociale. La seule unification accomplie est l'unification économique, et ses effets, au stade d'une mondialisation néo-libérale, imposée comme « une nécessité historique », sont ressentis toujours plus durement dans tous les pays européens ; ce qui favorise dangereusement les replis nationalistes et les discours populistes qui gangrènent le continent. Comme l'a écrit récemment un écrivain hongrois (Gyorgy Spiro), « La situation est paradoxale : l'Europe... accouche de quelque chose contraire à l'internationalisme qu'elle professe et qui sape l'unité rêvée du continent ».

Si la prééminence de l'économie est souvent dénoncée, il est un autre dogme, plus sujet à controverses, qui imprègne profondément le processus de l'Union européenne. Dans le contexte de la guerre froide, dès ses origines, la construction de l'Europe va participer de la stratégie de confrontation entre les deux blocs. Rappelons que la déclaration fondatrice de l'Europe n'a pas été l'appel de Robert Schuman à créer une communauté du charbon et de l'acier, mais le discours du 19 septembre 1946 de Winston Churchill à Zürich, où celui-ci appelle à des « Etats-Unis d'Europe, (dont) le premier pas pratique sera de constituer un Conseil de l'Europe » (il sera créé dès 1949), discours qu'il clôt par son fameux : « Debout, Europe ! ». Ce discours s'inscrit très directement dans le prolongement de celui prononcé six mois avant par Churchill à Fulton, considéré comme marquant le début de la « guerre froide ». Discours dans lequel il déclarait : « Ce que j'ai pu voir chez nos amis et alliés russes pendant la guerre, m'a convaincu qu'il n'y a rien qu'ils admirent autant que la force et rien qu'ils respectent moins que la faiblesse, surtout la faiblesse militaire ».

Ceci nous amène à l'épisode de la CED, la Communauté européenne de défense dont la corrélation avec la Communauté du charbon et de l'acier est évidente si l'on rappelle que le Plan Schuman a été présenté le 9 mai 1950 et que le 16 septembre de la même année Jean Monnet adressait un mémorandum à Maurice Schuman dans lequel il préconisait la CED et où on peut lire : « Les événements de Corée ont fait accepter par tous les esprits que la participation de l'Allemagne était indispensable à la Défense de l'Europe de l'Ouest... ainsi sera hâtée la constitution de cette Europe de l'Ouest, essentielle à l'ensemble de la défense atlantique et à la prospérité de la communauté des peuples libres » ajoutant de façon explicite, sans le réarmement de l'Allemagne dans le cadre de la CED : « La réalisation du Plan Schuman et la constitution de l'Europe seraient rendues impossibles. »

Certes on peut défendre la paix par les armes, mais le projet de CED n'est pas un plan militaire relevant des seuls impératifs défensifs européens ; il s'inscrit dans le cadre atlantiste de l'Organisation militaire de l'Atlantique Nord, l'OTAN, créée un an plus tôt et dont un des pères de l'Europe, Paul-Henri Spaak est devenu le premier secrétaire général. C'est là un choix stratégique. Alors que cinq des six pays membres de la CECA ont ratifié la CED, au terme d'un intense débat, lors duquel Raymond Aron verra « une France divisée comme au temps de l'affaire Dreyfus », le parlement français avec les voix réunies des communistes et des gaullistes et le soutien de la moitié des députés socialistes et radicaux-socialistes, rejette le projet de CED.

Contrairement à l'avis de Jean Monnet, ce rejet n'a pas rendu impossible la réalisation du plan Schuman ni signifié la mort de la construction européenne. Pour répondre aux intérêts stratégiques militaires de l'Occident, l'Union de l'Europe occidentale allait servir de structure de replis et le réarmement de l'Allemagne au lieu de se faire dans le cadre de la CED, sera réalisé sous l'égide de l'OTAN. Sans porter de jugement sur l'adhésion de chacun à l'un ou l'autre camp, cet engagement atlantiste de l'Union européenne eut pour conséquences, en raison des clivages politiques et idéologiques de la guerre froide, que les communistes, des progressistes et des pacifistes considèrent le projet européen comme n'étant pas le leur et s'y opposent.

Est-ce à l'engagement atlantiste et à la construction de l'Europe que l'on doit, comme l'affirment les dirigeants européens, les soixante ans de paix, dont il faut ô combien se réjouir, qu'ont connus les peuples de l'Europe occidentale ? Il paraît plus raisonnable de penser que cette paix est due avant tout à l'équilibre nucléaire rendant toute guerre suicidaire. Mais, l'Europe pacifiée se fonde sur un autre évènement majeur, la réconciliation franco-allemande. Cet acte essentiel, nullement évident pour ceux qui ont connu ce moment, a été rendu possible notamment en raison du volontarisme de De Gaulle dont les vues sur la Communauté européenne divergeaient et étaient même antagonistes de celles des fondateurs de l'Europe. Certes la réconciliation franco-allemande s'est réalisée entre deux États appartenant à la Communauté, mais ses institutions ne peuvent s'en arroger le mérite.

Pour revenir à l'engagement atlantiste de l'Union européenne. À défaut d'utopie pacifiste, l'histoire a tranché, le tournant des années 90, a marqué la fin du monde bipolaire né au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Dans cette situation nouvelle, des positions jusqu'ici opposées à la construction de l'Europe y adhèrent, ou se sont, à tout le moins, modifiées, mais la politique de l'Union européenne restent prisonnière du dogme atlantiste qui a prévalu depuis ses origines alors que, comme il est nécessaire de rompre avec la primauté de l'économie, un nouveau projet européen demande d'autres références historiques et géographiques que celles des « Etats-Unis d'Occident », pour reprendre la formule de Régis Debray. Il requiert de penser une politique européenne dans son espace naturel, politique et culturel, sans en dissocier son environnement immédiat que constituent les étendues allant jusqu'à l'Oural à l'Est et l'autre rive de la Méditerranée au Sud mais aussi les Balkans occultés et en prenant la mesure d'un Proche-Orient, à ses portes, où se cristallisent dans la violence les contradictions du monde d'aujourd'hui.

L'Europe a un autre rôle à jouer que d'assujettir, ce qu'elle n'est plus en mesure de faire, ou de régenter le monde, rôle dans lequel elle ne peut être qu'un auxiliaire. Sans un recentrage sur notre aire géographique qui s'accompagne d'une réelle autonomie politique, l'Europe ne

peut que se vassaliser et l'Union européenne n'être qu'une zone économique de libre échange, fondée sur la concurrence avec le reste du monde.

Un nouveau projet européen, double révolution copernicienne, demande de mettre les peuples et non l'économie au centre du projet européen et que la vision universaliste de l'histoire de notre continent, en assumant des siècles de déchirements sur son sol et son passé impérial, se libère de ses frontières mentales atlantistes mais aussi eurocentristes.

Remonter aux origines de l'Union européenne, ce n'est pas parler du passé, mais comprendre les fondements politiques et idéologiques qui conduisent depuis plus de cinquante ans la construction européenne et si, par le débat, on ne libère pas le processus européen de ces dogmes fondateurs, un autre projet ne peut être qu'un ravalement de façade. Il n'y a pas aujourd'hui de peuple européen mais il y a un espace public européen, qui permet aux peuples de ce continent de concevoir un projet, de définir les finalités d'une Europe fondée sur son héritage démocratique et social ; un tel débat citoyen, dans le monde déstabilisé qui est le nôtre, pourrait apporter un peu de raison face aux fléaux de tous les obscurantismes et néo-conservatismes.

Florent Schaeffer :

J'aimerais aborder le sujet d'une manière un peu plus terre à terre en faisant un pas de côté. Disons d'abord que je suis un militant de l'Association qui s'appelle l'Assemblée européenne des citoyens, qui est insérée dans un réseau de militants européens qui s'appelle l'Assemblée des citoyens d'Helsinki (Helsinki Citizens' Assembly – HCA) qui fait référence aux accords d'Helsinki de 1975. Cette association européenne s'est créée à la chute du mur de Berlin avec pour objet premier la réconciliation entre l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest. Très rapidement, à l'occasion de la guerre dans l'ex-Yougoslavie, elle s'est trouvée à travailler sur les questions de paix et de résolution pacifique des conflits. Dans mon association, par exemple, concernant le référendum sur la Constitution européenne, c'était très clair. C'était ni oui, ni non. C'était tout à fait partagé, car les questions qui nous intéressent, qui nous semblent centrales, absolument essentielles, si on veut parler sérieusement d'une construction européenne, le projet n'en parlait pas. Dans ce projet de Traité on nous proposait d'avoir un ministre des Affaires étrangères européen, Monsieur Solana. On nous proposait d'avoir un réseau d'ambassades de l'Union européenne, au lieu d'avoir des doublons dans les différents pays. C'était certes un réforme, peut-être intéressante, mais purement administrative et bureaucratique. En fait, on ne parlait pas du sujet, je dirais par défaut, que nous affrontons. L'Union européenne existe et son existence a des reflets sur la réalité autours. Or, tous ces débats que nous avons sont introspectifs. Ils sont extrêmement importants sur la construction démocratique ou pas de l'Union européenne, sur la prédominance ou pas de l'ultralibéralisme ou du modèle social. Mais quand on regarde par exemple, la cas de la Moldavie, petit pays coincé entre l'Ukraine et la Roumanie, tout près de chez nous donc, déchiré depuis dix ans par une guerre, par un conflit gelé, autours de l'Europe, à cause d'une queue de comète de l'impérialisme russe qui se termine mal. Quand on regarde l'Union européenne depuis la Moldavie, on voit d'abord des frontières, de formidables frontières « schengen », qui ont cette spécificité, peut être unique dans l'histoire, d'être de vraies frontières étanches. On s'est donné les moyens politiques légaux, juridiques, économiques, militaires pour avoir de vraies frontières étanches. Des milliers de morts chaque année, nous rappellent, ou ne nous le rappellent pas hélas, car nous ne le voyons pas, cette réalité géopolitique, au sens le plus concret. C'est de la géographie, c'est de la politique, c'est un mur qui est là. Très concrètement, cette approche par en bas, par l'extérieur des effets qu'a l'Union européenne

est une question essentielle qui n'est jamais abordée. Je voudrais simplement et rapidement aborder trois sujets. On a parlé des Balkans et l'intervenant précédent a fait une remarque intéressante, sur l'affirmation, que l'Union européenne a apporté 60 ans de paix en Europe de l'Ouest. Avant, on disait, l'Union européenne a apporté la paix en Europe. Or la paix en Europe n'a duré que 47 ans, car en 1992 c'était le début de la guerre des Balkans. C'est pour moi la démonstration la plus éclatante, de l'intérieur et de l'extérieur de l'Union européenne. Quand on est dans l'Union européenne, on sera en paix, mais si on n'est pas dans l'Union européenne, mais juste à côté et bien non, tant pis. Et ça, ce n'est pas juste. C'est un problème concret, car actuellement, l'Union européenne a la responsabilité de quatre des anciens pays de l'ex-Yougoslavie. La Slovénie fait partie maintenant de l'Union européenne avec des conséquences importantes et sérieuses pour la région, notamment le fait que ce qui était avant une frontière interne d'un ensemble de peuples, qui avait une histoire commune, s'est transformée en une frontière « Schengen » tout à fait étanche. La Bosnie qui est un protectorat de l'Union européenne avec un haut responsable de l'Union européenne non élu, qui a la haute main sur le gouvernement de ce pays, avec des armées de huit pays de l'Union européenne dont la France, qui ont différents mandats là-bas. La Croatie qui est candidate à l'Union européenne, qui est dans le processus pour devenir membre. Et le Kosovo, lourdement occupé militairement après avoir été bombardé avec l'Otan, c'est vrai, mais à la demande de l'Union européenne. Au Kosovo, on apprend qu'au lendemain de la mort de Monsieur Rugova, on va peut-être avoir un problème. Avec la mort d'un homme, on voit l'étendue et la pertinence de la politique de l'Union européenne sur une zone qui est à ses frontières les plus proches. Il suffit de la mort d'une personne pour être dans le désarroi le plus complet. Là encore, je rappelle que c'est un endroit où des armées et notamment l'armée française sont déployées. Je rappelle simplement, suite à la question déjà posée, qu'est-ce qu'être un militant de la paix ? Je pense qu'être un militant de la paix, c'est d'abord et avant tout s'occuper des questions de guerre, là où ce sont nos soldats, payés avec nos impôts, avec des armes françaises qui tuent. Cette question n'existait pas dans le débat sur le référendum et ne parvient pas à avoir une concrétisation dans la politique sur la construction européenne. Pourtant on ne peut pas dire que c'est mineur, ça se passe à nos portes. Vous êtes en Bosnie, vous êtes enfermés dans des frontières « Schengen » tout autour de vous. Le seul espoir c'est l'immigration clandestine dans l'Union européenne. Il y a là quelque chose d'insoutenable, profondément inhumain. Deux autres points rapidement, le Sud Caucase qui est un peu dans cette même situation, traversé de conflits gelés où les Américains viennent de construire un pipeline, d'Azerbaïdjan, en Turquie, en passant par la Géorgie. C'est facile de toujours ramener ça aux enjeux géopolitiques, ce sont les intérêts économiques, c'est le pétrole, c'est la superpuissance. Mais si la Turquie entre ou pas dans l'Union européenne, on parle de pays qui lui sont frontaliers. Ce sont des pays qui ont des liens historiques avec la zone Europe depuis des millénaires. On parle de pays qui sont infiniment plus près de nous que les Etats-Unis. Les Etats-Unis ont construit leur pipeline, ils ont placé des soldats pour le protéger, pour eux le problème est résolu. Les Géorgiens, les Arméniens, les Azerbaïdjanais qui veulent émigrer à l'Ouest, là où il y a de l'argent, parce que la situation est catastrophique chez eux, c'est dans l'Union européenne qu'ils émigrent. Donc c'est un enjeu de base qui existe à cause de la distorsion qu'on crée dans le monde, parce qu'il existe un tel bloc de richesses, de confort, de luxe, de libertés aussi. On apporte tellement de garanties que tout le monde a envie de vivre ici. Il y a une force d'attraction gigantesque sur ce qui existe à notre voisinage. Et ce voisinage n'est jamais réellement pris en compte dans ces débats. Au mieux on en parle en mettant en avant la dimension économique. Je voudrais terminer par le dernier point qui me semble capital, c'est la question du rapport avec la Russie. Avec les dernières informations on a vu que du gaz de la Russie on en avait besoin quand il fait froid et la Russie a la main sur le robinet. On le savait depuis dix ans, mais on l'a vu de manière éclatante dans le mois qui

vient de s'écouler. On peut se poser la question, cela a déjà été évoqué, le projet de l'Union européenne est né au moment de la guerre froide, il s'inscrivait dans un jeu politique très clair, il s'inscrivait, c'est vrai, dans un camps de ce jeu politique. Il y avait des logiques évidentes qui faisaient que finalement la géopolitique c'était un non sujet dans la construction de l'Europe, c'était déjà résolu d'avance. Il y avait deux blocs, on était dans l'un d'entre eux et on construit. Maintenant les blocs se sont effondrés, les questions sont ouvertes et on se rend compte que la réflexion n'est pas là. On continue à faire comme si c'était réglé. La question étant résolue, on n'a pas besoin de s'y intéresser. Or on voit bien que la relation qu'on peut imaginer, que l'on peut souhaiter, entre l'Union européenne et la Russie, c'est quelque chose d'extrêmement complexe. On nous a tout proposé, de l'adhésion de la Russie à l'Union européenne jusqu'au retour d'une mini-guerre froide avec toutes les modalités que l'on peut avoir. Ce que l'on peut constater, de manière très simple, très immédiate, c'est qu'il n'y a pas de relation entre l'Union européenne et la Russie. Il y a des relations entre les principales puissances de l'Union européenne et la Russie. Monsieur Chirac va faire la bise à Monsieur Poutine. Monsieur Berlusconi clame dans tous les journaux qu'il est le meilleur ami de Monsieur Poutine, Monsieur Schroeder dit aussi qu'il est le meilleur ami de Monsieur Poutine et il devient son employé quand il perd les élections. Il n'y a pas de prise en compte de la dimension géopolitique des relations entre l'Union européenne et la Russie. Et ça c'est quelque chose qui touche à la question, quelle construction de l'Union européenne ? En ce moment on nous propose finalement l'Union européenne, comme une multiplication de puissance des Etats qui sont dedans, quand ça arrange, quand il s'agit de parler tous ensemble à l'OMC pour écraser les pays du Sud, mais en aucun cas comme un vrai partage des relations pour une prise en compte ensemble. La raison pour laquelle je voulais vous exposer rapidement ces quelques idées, même si tout le monde ne les considère pas comme centrales, c'est qu'actuellement dans cette construction de l'Union européenne, faite par en haut, cette dimension de ce qui se passe aux frontières de l'Union européenne est ignorée. Evidemment je souhaite une construction européenne plus démocratique, une construction par en bas. Mais dans un débat extrêmement introspectif et très sérieux pour savoir si il y aura un jour une sécurité sociale européenne ou jamais, ces points ne doivent pas rester aveugles. On ne peut pas parler sérieusement de quel projet de construction européenne, si on n'est pas capable de se poser la question, que va-t-on faire de la moitié de l'ex-Yougoslavie occupée par les armées de l'Union européenne, sans aucune perspectives de résolution des problèmes, de réconciliation entre les peuples et de retrait de nos soldats. Ce n'est simplement pas sérieux. Encore une fois par cet exposé je voulais attirer votre attention sur le fait qu'il y a un extérieur à l'Union européenne et même si nous à l'intérieur on ne sait pas clairement ce qu'on veut, les gens qui habitent à l'extérieur de l'Union européenne, juste à côté, savent parfaitement qu'ils sont à l'extérieur. Ça a des effets très sérieux, négatif, sur leurs pays, leurs peuples. Il faut prendre en compte la modalité d'insertion de l'Union européenne dans l'ensemble où elle existe. Merci.

Francis Wurtz :

Merci de m'avoir associé à ce débat. Je crois qu'il est bienvenu, d'autant qu'une tentative très lourde est en route, celle de ressusciter le projet de Traité constitutionnel. La présidence autrichienne actuelle de l'Union européenne a pour tâche comme cela est écrit, d'ouvrir des débats citoyens, dans un certain nombre de pays européens, pour comme l'indique une résolution, votée majoritairement par le Parlement européen, il y a quelques jours, rassurer les citoyens, notamment celles et ceux qui ont voté Non, et leur donner la parole. Mais il est écrit, noir sur blanc, « en tout état de cause, en 2009 la Constitution devra s'appliquer ». Donc il faut donner la parole, mais en tout état des cause, la Constitution s'appliquera. Mais on

n'explique pas comment. Or ce n'est pas possible, du fait que si un seul Etat n'a pas ratifié la Constitution cette dernière ne peut entrer en vigueur. Alors qui peut imaginer qu'on puisse reposer la question aux Françaises et Français après le débat extrêmement fouillé qui a eu lieu. C'est complètement illusoire, mais ils sont bloqués dans leur volonté de remettre en selle ce texte. Mais que proposons-nous à la place, qui soit susceptible de répondre aux aspirations d'une majorité d'Européens. A cet égard, je voudrais commencer par un grave sujet d'actualité. Je suis rentré cette nuit de Palestine. Je ne m'éloigne pas du sujet de l'Europe, puisque l'Union européenne a signé, il y a un peu plus de deux ans, un texte, avec les Etats-Unis, la Russie, l'Onu, appelé « le quartète », ce qu'on a nommé la « feuille de route ». Ce document était fondé sur les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies et notamment sur le principe essentiel de la fin de l'occupation de la Palestine, en tout cas, des parties occupées depuis 1967, depuis la guerre des six jours, qui interdisait en particulier toutes mesures visant à concrétiser l'annexion de Jérusalem-Est, et qui prévoyait la création d'un Etat Palestinien avant la fin 2005. Nous sommes en janvier 2006. Donc l'Union européenne a sa responsabilité dans la situation qui prévaut aujourd'hui en Palestine et que vous connaissez. C'est-à-dire l'expression exacerbée du désespoir, née de l'humiliation, des frustrations, du blocage complet de ce qu'on a appelé le processus de paix. Je ne vais pas évoquer ici, car ce n'est pas le sujet ce soir, les problèmes internes du principal parti qui est au pouvoir depuis longtemps, depuis 10 ans en Palestine même, et à l'extérieur depuis plus longtemps. Mais en tout état de cause, ce qui est vécu par une majorité de ce peuple, c'est que cette autorité palestinienne là, a été incapable de leur apporter la moindre ouverture, le moindre changement, le moindre espoir. Au contraire, la situation s'est aggravée. Mais finalement qui est derrière cette incapacité, c'est la politique israélienne, c'est le soutien des Etats-Unis, et le laisser-faire irresponsable de la part des dirigeants européens. C'est un exemple tout à fait significatif du rôle d'acteur mondial que joue aujourd'hui l'Union européenne, et du rôle alternatif que nous devons proposer. Le dernier exemple en date est le suivant : aux mois d'octobre, novembre, les diplomates européens présents en Palestine, et à Jérusalem-Est, ont rédigé un document très fouillé sur le cas de Jérusalem, en disant, attention, si nous, dirigeants européens, laissons faire, les dirigeants israéliens, dans ce qu'ils font actuellement à Jérusalem, il n'y aura plus de place pour un processus de paix et il y aura, c'est écrit noir sur blanc, radicalisation de la population palestinienne, qui n'acceptera pas cette situation. Ils parlaient du mur, de la colonisation, de la destruction de maisons, des humiliations. C'était un excellent document, qui disait que toutes ces mesures sont cohérentes, car c'est un plan qui vise à encercler Jérusalem-Est, à rendre irréversible l'annexion. Qu'a fait l'Union européenne de ce document ? Le 12 décembre, les ministres des Affaires étrangères, donc les représentants des différents gouvernements et Monsieur Solana, Haut représentant de la politique extérieure et de sécurité de l'Union européenne, ont décidé de ne pas cautionner et de ne pas publier ce rapport des diplomates. Pourquoi ? Pour ne pas altérer les relations avec le gouvernement israélien de l'époque, celui de Monsieur Sharon. Ça parle tout seul. C'est exactement ce qu'il ne faut pas faire. Savoir prendre ses responsabilités sur ces plaies ouvertes dans le Proche-Orient, sur leurs expériences dramatiques, n'est pas le laisser-faire qui contribue à alimenter ce désespoir au sens propre du terme, qui constitue un facteur d'insécurité mondiale qui ne fait que croître ; Voilà ce qui est au cœur d'une conception de l'Europe actuelle ou de son alternative. Un autre exemple qui est encore dans toutes les mémoires, c'est ce qui s'est passé à Mellila, Mellila est une enclave espagnole en territoire marocain, une pointe avancée de l'Europe vers le Sud, vers la rive sud de la Méditerranée, entre l'Espagne et le Maroc.

Qu'est-ce qui s'est passé ? Il y a un certain nombre de migrants, que j'appellerais des « migrants de la survie », qui voulaient comme c'est souvent le cas, franchir les obstacles de

l'Union européenne pour pouvoir entrer et essayer de trouver ce que leur pays n'est plus à même de leur fournir, c'est-à-dire de quoi vivre. Ce sont souvent des personnes qui errent pendant plusieurs mois, voire des années, dans des conditions terribles, au péril de leur vie, tellement elles estiment qu'il n'y a plus d'espoir, et tentent de trouver asile en Europe. Là, il y a eu affrontement, les policiers ont tiré, il y a eu cinq morts. Les autorités marocaines ont récupéré les autres et les ont lâché dans le désert. Et si une organisation humanitaire ne les avait pas trouvés, ils seraient morts comme des bêtes. Voilà comment, si on ne change pas le monde, même des gens « civilisés » se transforment de fait en criminels. On crée des situations, humainement, inacceptables, car les problèmes de fond ne sont pas réglés. Donc la question c'est, quelle contribution l'Europe peut-elle apporter au changement des réalités mondiales d'aujourd'hui ? L'Europe n'a d'intérêt et de sens que si elle se donne les moyens, si elle nous donne les moyens, de changer le monde. Est-ce qu'elle le fait ? Non et c'est ça le reproche essentiel. Elle ne le fait pas, ni à l'intérieur, ni à l'extérieur, de ses frontières. Je pense que nous devons et que nous pouvons être offensifs en sens inverse. L'Europe a un devoir, user de la force qu'elle représente, la capacité d'influence qu'elle représente, du poids qu'elle représente, pour faire émerger d'autres règles, plus humaines, plus démocratiques, plus pacifiques, plus responsables, chez elle et à l'échelle de la planète. Comment c'est possible ? Je pense que c'est ça, qui était au cœur du débat pendant le référendum, et qui doit être au cœur du débat à venir. Quels sont les ressorts essentiels de l'actuelle Union européenne qu'il faut changer ? Sur quoi faut-il concentrer l'attention de nos concitoyens ? Qu'est-ce qui doit être l'objet des mobilisations pour qu'on puisse avoir un espoir de modifier substantiellement les orientations de l'Union européenne ? Je donnerais trois exemples, sur le plan social, sur le plan démocratique, sur le plan de la paix.

Sur le plan social, il y a depuis une quinzaine d'années, avec la mise en place du marché unique, une évolution rapide vers une Union européenne qui laisse une place de plus en plus grande au marché, notamment au marché financier. Il y a des mesures précises qui sont prises pour ça. Par exemple en 1990, la libre circulation des capitaux, les Etats membres renoncent volontairement à pouvoir discipliner, responsabiliser les détenteurs de capitaux, les entreprises, les fonds de pension, tous ces fonds spéculatifs. Libre à vous d'aller où vous voulez. En ce moment il y a une plainte de l'Union européenne contre la France, contre son gouvernement, pourtant libéral, parce qu'il vient de décider, qu'il y a quelques secteurs stratégiques où il puisse accorder son autorisation à une délocalisation d'entreprises vers l'étranger, où à des investissements étrangers dans ces secteurs stratégiques. Ça ne va pas très loin, mais scandale, car libre circulation des capitaux, vous n'avez pas à vous occuper de ça. C'est typiquement quelque chose qu'il faut changer. C'est dans la Constitution, c'est dans les traités actuels, il faut changer. Ce serait renoncer complètement à toute idée d'Europe sociale, si on maintenait la liberté totale des capitaux. C'est le travail du grand capital. Les deux ne peuvent pas être libres.

Deuxième exemple, à partir de 1992, 1993, la Banque centrale européenne a été créée, avec comme mission de rendre crédible l'Europe pour les marchés financiers, c'est-à-dire leur faire des ponts d'or. Le mot emploi ne figurait pas dans sa mission. Voilà encore quelque chose qu'il faut changer. Il faut que la priorité de la priorité de cette arme financière énorme soit l'emploi, la formation, les services utiles, les infrastructures utiles, c'est-à-dire la promotion des capacités humaines, la promotion d'un environnement sain etc. C'est ça la priorité et ensuite on se donne les moyens de cette priorité. La Banque centrale européenne c'est d'énormes moyens. Exemple, selon les chiffres du journal « Le Figaro », l'année dernière les banques européennes prêtaient aux entreprises 1 000 milliards d'euros, soit dix fois plus que le budget total de l'Union européenne. Et « Le Figaro » dit, qu'est-ce qui a été fait de cet

argent, de ces crédits ? des fusions-acquisitions d'un record historique absolu. Fusions-acquisitions qui visent à rationaliser, pour faire plus de profits, supprimer des emplois, tout ce qu'on combat. C'est à ça que ça sert, c'est un aveu. Et bien ça doit servir, autrement, donc changer. Ce n'est pas une vue de l'esprit, on sait ce qui a été créé, quand ça été créé, qui a rédigé les missions, qui a rendu inaccessible cette banque, en la rendant totalement indépendante des gouvernements, des parlements, de toutes institutions publiques. C'est écrit noir sur blanc dans les traités. C'est ça qu'il faut changer. Dernier exemple sur le plan social, depuis un certain nombre d'années, il y a une évolution dans la construction européenne. Durant une période elle était fondée sur l'harmonisation des législations des pays membres, certes qui souvent se sont faites vers le bas, mais au moins le système permettait de créer des mobilisations, d'intervenir avec l'espoir de tirer vers le haut. En tout cas le système le permettait. Maintenant on va de plus en plus vers une intégration européenne par le marché et la concurrence, exemple la doctrine Bolkestein, mais il y en a d'autres. « Bolkestein » c'est l'achèvement de toute une évolution. C'est-à-dire qu'on n'harmonise plus par les lois, par le vote politique. On met tout le monde en concurrence. Comme ça c'est le marché, et on va tirer tout le monde vers le bas. Le marché cherche la rentabilité, il ne va pas dire, les Lettons gagnent beaucoup moins que les Allemands, donc on va payer mieux les Lettons. Non on va faire venir les Lettons pour, par exemple, travailler en Suède. Donc c'est l'harmonisation par le marché et la concurrence. Dans ce cadre, il n'y a plus de place pour les services publics dignes de ce nom. Donc premier aspect le social. Il n'y a aucune fatalité que l'Europe soit libérale et antisociale. Ce qui existe n'est pas tombé du ciel, il y a des mesures structurelles inclus dans les traités de façon à ce qu'elles produisent ces effets là. On peut changer ça si on en rend conscients les citoyens, comme lors du référendum, et si l'on peut créer les conditions de l'intervention des citoyens, pas seulement en France, sur ces points névralgiques et stratégiques pour changer les fondements mêmes de l'Union européenne. Deuxième point, je serais beaucoup plus bref, la démocratie. Ça ne fera pas modeste vis à vis des autres pays. C'est l'exemple ce que nous avons fait collectivement au moment du référendum sur la Constitution. Informer, consulter, faire évaluer les politiques européennes par les citoyens et les citoyennes. C'est la première fois, en tout cas unique en Europe, que ça s'est réalisé. Au point que le président du Conseil européen de l'époque, le premier ministre luxembourgeois, a accordé une interview d'une page dans le journal « Le Monde », à la veille du référendum. Il était pour le Oui, bien sûr, mais a dit, je dois reconnaître que c'est un débat exemplaire, c'est ce dont nous rêvons dans les autres pays, nous n'arriverons pas à le faire, sauf quand on le fait voilà ce qui en sort. C'est un aveu énorme, c'est pourquoi il ne le font pas. La démocratie c'est ça, ce n'est pas seulement telle ou telle institution. Le Parlement européen dans sa représentation des citoyens est une bonne chose. Mais si on le laisse tout seul, coupé des citoyens, il n'en sortira rien de bon. Dans son sein, actuellement, le rapport de force est très mauvais. Si on avait voté au lendemain de la grande mobilisation du 19 mars dernier, il y avait le rejet. Maintenant, la Commission parlementaire prépare le vote du 14/16 février prochain. A cette Commission nous avons déposé une motion de rejet, mais elle n'a été votée que par 7 députés sur 40. Toute la droite et la majorité de la gauche, je dois le dire, n'ont pas voté le rejet. Entre temps, il y a eu un début de remobilisation. Notre groupe avait adressé une lettre à un certain nombre de syndicats, d'Ong, d'élus locaux, en disant aidez-nous, si vous ne changez pas le rapport de force de l'extérieur, nous n'arriverons pas à changer le rapport de force à l'intérieur et ce sera une défaite magistrale pour les travailleurs européens. Donc la démocratie c'est agir dans les institutions, mais c'est aussi donner les moyens aux citoyens de se mêler de cette affaire, pas de façon populiste, démagogique mais sur le fond. On l'a fait et vous avez toutes et tous une expérience.

Troisième question, la paix. Je ne résiste pas à l'envie de vous lire un bref extrait de la doctrine stratégique européenne, ce qu'on appelle le rapport Solana, puisque c'est lui qui est

en charge de cela. Je le cite : « Face aux nouvelles menaces, un engagement préventif peut permettre d'éviter que des problèmes se présentent dans l'avenir ». C'était en juin 2003, juste après la dernière phase de la guerre d'Irak, quand Bush parlait de guerre préventive, lui parle d'engagement préventif. Ensuite : « Dans les Etats en déliquescentes, des instruments militaires devraient être nécessaires pour rétablir l'ordre. Nous devons développer une culture stratégique propre à favoriser les interventions rapides, si nécessaire vigoureuses ». Et la pire phrase du document : « En oeuvrant de concert, l'Union européenne et les Etats-Unis peuvent constituer une formidable force au service du bien dans le monde ». Ça c'était à la fin de l'invasion de l'Irak. C'est la doctrine stratégique de l'Union européenne. Je pense que la vision alternative de l'Europe, comme acteur mondial, ça doit être, alors que les Etats-Unis militarisent à mort les relations internationales, que l'Union européenne proscrive officiellement tout recours à la guerre, comme moyen de régler les problèmes du monde, et relance de façon très offensive une grande campagne mondiale pour le désarmement. Regardez ce qui se passe avec la guerre en Irak et l'embrasement du Moyen-Orient et aussi la crise avec l'Iran, la crise avec la Corée. Ça éclate de tous les côtés. La stratégie Bush est un fiasco, pas seulement pour Bush, mais pour le monde. Et l'Union européenne ne prend absolument pas le contre-pied. Je ne dis pas qu'elle fait la même chose, mais elle ne prend pas le contre-pied. Je pense que l'option stratégique pour l'Union européenne doit être de prendre le contre-pied de ça. Il faut démilitariser les relations internationales. Là où les Etats-Unis pratiquent l'unilatéralisme, l'instrumentalisation de l'Onu, il faut vraiment promouvoir le vrai multilatéralisme, associer l'ensemble des nations, quelle que soit leur importance, qui acceptent de participer à une gestion responsable des affaires du monde. Quand je dis multilatéralisme ce n'est pas le faux multilatéralisme de l'Omc ou du Fmi. Ce n'est pas un dollar une voix, c'est bien sûr une nation, une voix. Par exemple au Fmi, les pays de l'Union européenne pris ensemble ont beaucoup plus de voix que les Etats-Unis et pareil à la Banque mondiale. Mais ils n'utilisent jamais cette prééminence potentielle pour en faire une alternative. Donc le vrai multilatéralisme c'est la Charte des Nations Unies. Là où les Etats-Unis ignorent systématiquement les dirigeants de l'Onu, ignorent systématiquement les sources de l'insécurité qu'ils prétendent combattre, non pas les effets mais les sources que leur politique alimentent, l'Union européenne doit faire l'inverse. J'évoquais le Proche-Orient, en disant une plaie ouverte. Il faut être offensif pour que les problèmes de fond soient réglés mais c'est vrai aussi des rapports avec le Sud. Il n'y a pas seulement une question de l'aide publique au développement qui est dramatiquement basse, c'est aussi au niveau de l'Omc, au niveau des transferts de technologies, de l'accès au crédit etc. Donc d'une façon générale, je pense que l'on peut dire que le débat sur l'Europe, non seulement n'est pas clos avec le référendum, cela pas seulement parce que les autres vont ramener la Constitution, mais parce qu'il y a une exigence, au-delà du rejet, de construire des alternatives, de rouvrir les chantiers pour mettre entre les mains des citoyens de véritables choix de civilisation.

Jérôme Relinger :

Merci à nos cinq intervenants. On pourra penser que ça manque de contradictions entre les exposés. Ce n'est pas une volonté de notre part, mais il est aujourd'hui difficile de trouver des débatteurs qui acceptent de venir exposer les raisons qui les ont conduit à voter Oui au référendum et la manière dont ils conçoivent maintenant le processus à venir. Nous avons maintenant une heure pour l'échange général. Vous avez la parole.

Roland Weyl :

Je suis de ceux qui ont milité pour le Non et je vais, pourtant ici, être un contradicteur dans ce qu'on pourrait appeler une contradiction secondaire. Nous avons à parler d'une autre construction européenne et il me semble qu'il y a une question qui est dans le placard, qui a l'air tabou, et qui pourtant me paraît clé. Cette question c'est qu'une chose est de définir les objectifs du pouvoir, pouvoir économique, pouvoir du marché, pouvoir social, mais la question qui me paraît centrale c'est celle des instruments du pouvoir, dans la mesure où l'alternative c'est celle de la souveraineté des peuples. La question est de savoir s'il est incontournable que les peuples soient tous enfermés dans un pouvoir qui leur est retiré pour être un pouvoir super-étatique européen, et si vraiment on peut diaboliser la notion d'Etat-nation, motif que ce serait nationaliste. Ce que je refuse. L'Etat-nation est dans une autre logique. On parle du postulat d'une Union européenne dont il s'agit simplement de changer les orientations de pouvoir. Nous avons un exemple aujourd'hui qui est tout à fait vivant, la TVA. Quand le pouvoir français fait démagogiquement des promesses en France et qu'après cela on dit Angela Merkel ne l'a pas permis, où en est-on ? S'il y avait eu, un ministre des Affaires étrangères avec des dispositions de transfert des pouvoirs, est-ce que nous aurions pu avoir nos propositions sur l'Irak ? Je voudrais donner un exemple tout à fait récent, ce qui s'est passé à la Commission des droits de l'Homme des Nations Unies à Genève l'été dernier, à propos d'une résolution condamnant Guantanamo. La France n'est pas intervenue, car elle s'est effacée derrière l'Union européenne et le vote de l'Union européenne a été contre la résolution condamnant Guantanamo. Voilà à quoi on aboutit avec les confiscations de pouvoir. La création d'un Etat super-européen, ça veut dire la suppression de notre pouvoir à nous, de la maîtrise de nos affaires. Est-ce que ça veut dire qu'on est anti-européen ? Non. C'est une espèce de diabolisation de dire, vous êtes contre un super - Etat alors vous êtes contre l'Europe Un ami juriste italien disait l'autre jour, je suis pour la Constitution, mais contre le super - Etat. En réalité, il s'agit simplement de savoir si on va vers une société intercontinentale à la place de la société internationale. En réalité la Charte des Nations Unies proclame le binôme universaliste, pluraliste. En Europe aussi il y a des peuples divers. Il peut y avoir une coopération. Mais pour coopérer, il faut être plusieurs coopérants ensemble. Et sur cette base il y a un document qui existe, qui aujourd'hui évidemment est un peu périmé, mais qui devrait être actualisé. C'est un document essentiel. Nous avons fêté l'année dernière le 30^{ème} anniversaire de l'Acte final d'Helsinki. L'Acte final d'Helsinki prône, alors qu'il y avait une Europe divisée en deux blocs, la coopération entre les peuples d'Europe avec des instruments de coopération dans le respect mutuel sur la base du type d'organisation régionale prévue par la Charte des Nations Unies, c'est-à-dire donnant aux peuples un plus dans leur pouvoir. Cet Acte d'Helsinki, il faut le travailler, car c'est certes un accord entre deux blocs, mais qui a été signé par tous les gouvernements, de tous les pays d'Europe. Alors est-ce qu'on va dire simplement, aujourd'hui la situation est irréversible parce qu'il y a une Union européenne ? On a vu d'autres choses qui ont imploré. L'Union européenne, un jour, dans la mesure où elle veut confondre des peuples qui sont différents, elle implorera. Aujourd'hui, il s'agit de construire entre les peuples, sur une base de confiance en eux, de coopérations et de maîtrise, car quand on parle de démocratie européenne il ne faut pas oublier que c'est toujours un combat. Même si sur le papier on dit, on va faire du social, si on ne lutte pas pour l'affirmer ce sera un bout de papier. Or il y a une différence entre l'obligation de réunir tous les peuples d'Europe dans un mouvement politique et social pour obtenir quelque chose d'un gouvernement européen lointain, et le fait pour chaque peuple d'imposer à son gouvernement de le faire et de faire cela au niveau européen, avec la possibilité dans une assemblée de concertation permanente, mais simplement de concertation, de prendre des décisions ponctuelles sur ceci ou sur cela et d'avoir des mandataires sur une opération ou sur une autre et garder en même temps notre majorité, et notre liberté dans les rapports mondiaux.

X :

Ma question est, peut-on taxer les entreprises sur la base des actifs financiers et du chiffre d'affaire, alors que d'un simple clic on peut faire traverser les frontières à des sommes énormes ? Autre question, à quoi sert de créer de la monnaie ou de délivrer des crédits, si ces crédits là peuvent être le support de chômage ? Des exemples montrent que des crédits publics sont passés dans l'escarcelle du privé. Donc il faut se réapproprier des pouvoirs. Et je dis un peu d'internationalisme éloigne de son pays et beaucoup y ramène. Il y a trois points d'attaque pour intervenir, la mondialisation, l'Europe mais également le plan national. Je souhaiterais qu'on aborde ces questions là.

X :

J'ai une suggestion à faire. Monsieur Wurtz a dit que l'Union européenne devait déclarer solennellement renoncer à toutes guerres d'agression. Ma proposition va dans le même sens. Ce serait, hors attaque par un autre pays, une déclaration de neutralité du genre de la Suisse. Je pense que ce serait à l'inverse de ce qui a été fait, d'augmenter les moyens de défense.

Florent Schaeffer :

Je dirais simplement quelques mots sur la dernière intervention. Il y a une théorie qui dit que l'Europe devrait être comme la Suisse, la Suisse en plus grand. C'est très intéressant, c'est très séduisant, mais l'Union européenne comme une grande Suisse, c'est comme je le disais tout à l'heure, une Union qui continue à tuer, à détruire. Car par sa simple existence, sa puissance économique, le poids qu'elle a dans l'espace géopolitique où elle s'insère, l'Union européenne, comme la Suisse, ça peut être une Union formidablement riche, dans laquelle tout le monde est heureux, mais derrière laquelle les gens sont massacrés aux frontières. Encore une fois, c'est bien beau de dire qu'on ne se lancera pas dans des guerres d'agression, mais en ce moment l'Union européenne et nous, Français, on occupe des pays. Suite au document de Javier Solana de 2003 que Monsieur Wurtz a cité, ce qui s'est passé tout après, c'est que l'Union européenne toute seule, sans l'Otan, et avec la France est allée mener une opération au Congo. Et on a présenté ça comme l'application de cette doctrine. Quatre mois après la publication de ce document, il y avait dans le journal « Le Monde » dans la rubrique débat, un papier qui parlait de mener une intervention militaire en Moldavie. Même si on s'empêche une dimension agressive, la structuration de l'Union européenne, dans toutes ses dimensions de frontières Schengen, d'Omc, de Fmi, tous ces endroits non militaires dans lesquels elle a une influence sur le monde, est quelque chose de meurtrier, quelle que soit notre organisation interne, démocratique et sociale ou pas du tout. C'est vraiment cette dimension là qu'il faut prendre en compte quand on réfléchit à une dimension de construction de l'Union européenne.

Nils Andersson :

Je voudrais, concernant la question du pouvoir, revenir sur ce qu'a dit Roland Weyl, car je pense que c'est important. Si l'on veut effectivement changer les priorités de l'Union européenne qu'il s'agisse de sa vision purement économique ou de son allégeance atlantiste, il n'y a qu'une seule voie, la voie populaire. Parce que les choses ne peuvent absolument pas changer au niveau des gouvernements. Ils sont tous prisonniers du mode de pensée libre-échangiste en économie et atlantiste dans le domaine stratégique. C'est là quelque chose d'extrêmement profond. Je citerai un exemple. Lors d'un débat où était présent l'ambassadeur

de Suède auprès de l'OCDE à Paris, Anders Ferm, qui fut un des plus proches collaborateurs d'Olof Palme dont on connaît les positions sur le Vietnam, le franquisme, lors du coup d'Etat de Pinochet au Chili, etc. Anders Ferm, dans le débat évoqué défendait la politique et les objectifs imposés par les Etats-Unis lors de la guerre au Kosovo, politique qui, cela est démontré aujourd'hui, n'allait pas dans le sens de réduire les antagonismes dans les Balkans. Je fis part de mes objections à Anders Ferm qui me répondit : qu'est-ce que vous voulez faire sans les Etats-Unis ? Qu'un proche de Palme s'exprime ainsi montre la complète soumission des couches politiques dirigeantes au « nouvel ordre mondial ». Pour modifier cela, une seule possibilité existe et le Non à la constitution l'a montré, c'est la mobilisation populaire.

Francis Wurtz :

Ont été évoquées la neutralité, une grande Suisse. Neutralité ça ne plait pas. Par rapport aux problèmes du monde, je ne veux pas que l'Europe soit neutre mais au contraire que l'Europe soit activement engagée, pour changer. Simplement, je pense que ce n'est pas par la voie militaire et encore je dirais que dans certains cas, personnellement, je ne suis pas contre toute dimension militaire. Je vois trois conditions qui font qu'une action militaire peut être positive. La première c'est quand il s'agit de garantir l'application d'un accord de paix, avec le consentement des anciens belligérants. Ainsi, s'il n'y a pas une présence militaire sur place, les hostilités vont reprendre. C'est une situation extrêmement courante. Je pense qu'il ne faut pas être naïf en la matière et dans ce cas là, il y a besoin d'une force militaire. Deuxième condition, il ne faut en aucun cas que ce soit par le biais de l'Otan ou d'organisme militaire agressif, mais en revanche sous la responsabilité des Nations Unies. Troisièmement, ça ne doit pas être une armée européenne, ça doit être des troupes, mises à disposition d'une mission et démissionnées, une fois la mission terminée. A ces trois conditions là, je n'exclus pas la dimension militaire par principe. Mais je disais tout à l'heure proscrire la guerre, et ça ce n'est pas la guerre, comme moyen de régler les problèmes du monde, parce qu'il n'y a pas d'expériences où une guerre ait résolu les problèmes. La guerre en général les aggrave. Maintenant sur l'intervention de Roland Weyl. Je pense que pour une part je suis d'accord, peut-être avec des nuances. Personnellement je suis radicalement contre l'idée d'un super-Etat européen. Mais je pense sincèrement qu'on n'y est pas. Je suis pour voir les choses dans leur réalité et voir ce que l'on combat et ce qu'il faut empêcher de venir. En revanche, il y a des éléments hypercentralisateurs qui figurent dans le projet de Constitution que j'ai combattus, bec et ongles. Il n'empêche que j'affirme que même cette Constitution là n'aurait pas empêché la France d'avoir son attitude sur l'Irak. Et rien des les traités actuels ne pourrait empêcher la France de prendre la position qu'elle a eu. Qu'est-ce que je veux dire par là ? C'est que surtout ne sous-estimons pas la responsabilité de nos Etats respectifs dans la situation actuelle de l'Europe. Les éléments de centralisation supra-nationale etc, c'est volontaire, et ça a été mis dans les traités par nos responsables politiques, parce qu'ils veulent donner le pouvoir au marché. Ce n'est pas l'Europe qui fait ça, c'est l'élaboration délibérée d'un type de rapport. Par exemple, dans le domaine de la politique extérieure, rien dans les traités n'oblige les pays suivistes des Etats-Unis, d'être suivistes des Etats-Unis. Ils sont suivistes parce qu'ils le veulent. Cela dit il y a la tentative très sérieuse de modifier les traités actuels dans le sens de gendarmes des nations, y compris sur la question de la politique extérieure et de sécurité qui de mon avis est le dernier des problèmes à communautariser car on ne décide pas, par exemple d'une position sur le Proche-Orient en votant par des points. C'est une question d'histoire, de culture, de relation, de conception du monde. Deuxième petite nuance, je ne crois pas simplement qu'aujourd'hui l'Etat-nation continue de jouer le rôle qu'il a joué dans le passé. Je crois qu'il y a besoin de plus que des concertations et même plus que des coopérations. On a besoin aujourd'hui de l'affirmation des nations et

d'institutions communes. Institutions communes, ça ne veut pas dire renoncement à la souveraineté, c'est changer le contenu, la conception du fonctionnement de la souveraineté. Des institutions communes sont donc nécessaires. Un monsieur est intervenu tout à l'heure sur les questions économiques et financières et il a très bien compris. Par exemple aujourd'hui, avec les flux financiers, il y a besoin d'une maîtrise à un niveau relativement substantiel. Un pays seul va être extrêmement fragilisé par rapport au chantage du capital, y compris les guerres monétaires, ce sont des réalités. Il faut se battre dans le monde réel, non pas pour s'en accommoder, pour le changer, il convient de tenir compte des réalités. Je pense qu'il faut à la fois arriver à articuler une intervention tout à fait importante de la nation et des institutions communes, démocratiquement gérées et l'instrument des citoyens.

X :

Le projet de traité constitutionnel ne fait pas du tout allusion dans son chapitre sur la défense aux forces militaires nucléaires. Or en Europe deux pays disposent de forces nucléaires, la Grande-Bretagne et la France. Le président de la République a prononcé le 19 janvier à l'Île longue, un discours dans lequel il a traité de problème de la dissuasion nucléaire française, qu'on appelait autrefois la dissuasion du faible au fort. Monsieur Chirac, dans son discours, dit que nous nous réservons le droit d'utiliser l'arme nucléaire pour un ultime avertissement pour marquer notre détermination vis à vis de menaces contre nos intérêts vitaux. Et il évoque la force nucléaire française comme élément de sécurité du continent européen. Que penser de cette déclaration du président de la République ? Bien que chef des armées est-ce qu'il peut personnellement adopter une stratégie d'utilisation, sans que le parlement français se prononce ?

X :

Je rêverais d'une Europe où le pouvoir politique contrôle la Banque centrale européenne. On a l'impression qu'aujourd'hui on s'y soumet et on essaye d'arrondir les angles vis à vis des attaques. Je rêverais aussi dans ce cadre là d'une Europe qui fasse le choix politique d'investir fortement dans le développement des infrastructures permettant de créer des liaisons entre les différentes régions, entre les différentes nations. Je rêverais d'une Europe qui investirait dans des projets culturels qui permettraient l'interpénétration des différentes cultures des peuples qui constituent l'Europe. Je rêverais enfin d'une Europe qui ouvre réellement sa politique extérieure aux pays de la rive sud de la Méditerranée, parce que ce sont nos voisins. Mais pour concrétiser ces rêves il faut une réelle volonté politique.

X :

Je suis d'accord, oui il faut rêver. J'ajouterais que je rêverais d'une Europe où les 242 millions de femmes européennes auront les mêmes droits que les hommes, auront les mêmes droits entre elles dans quel pays où elles soient. Je rêve de cela parce que c'est simplement une mesure de démocratie. Il n'y a pas de démocratie européenne, car de quelle démocratie parle-t-on ? Après le Non, avec quels moyens on va pouvoir construire un rapport de force qui permettra de changer les choses. On ne dit peut-être pas assez, qui sont les maîtres de l'Europe, ils ont des noms, ils ont des visages, ils ont des moyens concrets que l'on peut démonter.

Jacques Le Dauphin :

Quelques mots en ce qui concerne la force nucléaire française et la récente déclaration du Président de la République évoquée. C'est vrai que du point de vue de la démocratie on peut être heurté de cette soudaine prise de position, d'autant qu'elle marque un infléchissement certain de la doctrine de dissuasion telle qu'elle avait prévalu jusqu'ici. Toutefois, la Constitution française lui permet. Il a plein pouvoir sur cette question. Il faut souligner en passant, que cette prérogative n'a jamais été remise en cause par aucun des présidents de la République qui ont succédé à De Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing, Mitterrand et maintenant Chirac. Le Parlement est complètement dessaisi de cette question. On peut en discuter, mais c'est un constat. En ce qui concerne la déclaration elle-même, elle m'apparaît préoccupante à plusieurs titres. D'abord elle constitue une dérive de la conception de la force de dissuasion française, dont on peut apprécier différemment l'opportunité dans la politique de défense. L'arme nucléaire était conçue comme une arme de non emploi en premier et avait pour fonction de dissuader un agresseur éventuel au regard des dommages qui en résulteraient pour lui. Jacques Chirac élargit la conception d'utilisation possible en détaillant les définitions d'intérêts vitaux, ce que s'étaient gardés de faire ses prédécesseurs qui prenaient soin de laisser floue cette notion afin de maintenir l'adversaire potentiel dans l'incertitude. Il inclut les menaces terroristes, les pays censés les soutenir, les sources d'approvisionnement, il évoque le ciblage d'objectifs. Tout cela renforce la notion « d'armes d'emploi » plus que celle de « non emploi ». Poser la question d'une défense européenne commune qui tiendrait compte des forces nucléaires françaises et britanniques, n'est certes pas le meilleur moyen d'assurer la sécurité du continent et s'inscrire dans la promotion d'une sécurité mondiale. Les premières réactions de plusieurs capitales européennes ont confirmé que nombre de pays ne sont pas prêts à accepter une nucléarisation de l'Europe. J'ajouterais enfin que c'est un coup porté au Traité de non prolifération nucléaire dont on se prétend pourtant le garant vis à vis d'un pays comme l'Iran. C'est une orientation dangereuse pour la France et l'Europe qu'il convient d'infléchir.

Nils Andersson :

On a évoqué le besoin de démocratie. Cela amène à nous poser une question. Même si l'Europe a été le théâtre de deux guerres mondiales, que plusieurs pays ont été des puissances coloniales, dans le même temps, les peuples de ce continent montraient l'exemple par les acquis sociaux gagnés dans la lutte, par les progrès possibles de la démocratie obtenus par les mouvements populaires. Tous les peuples du monde regardaient alors vers l'Europe pour y chercher les idées les plus avancées. Aujourd'hui ce n'est plus le cas. Les Européens se réjouissent des luttes menées en Amérique Latine, mais ils ne sont plus le moteur du mouvement social ou des progrès de la démocratie et les questions posées par la mondialisation libérale ne pourront être résolues au seul niveau européen mais seulement en liaison étroite avec les peuples des autres continents. Si l'on excepte l'Amérique latine et centrale, la situation n'est pas favorable. L'Afrique connaît une tragédie absolue, d'appauvrissement global, aggravée par les problèmes de la sécheresse ou du sida, elle se trouve dans un état comateux et comme chacun le sait, la lutte pour la survie rend difficile l'engagement militant. Certaines parties de l'Asie, dans des conditions de capitalisme sauvage, sortent du sous-développement ce qui permet une certaine amélioration du niveau de vie des populations. Ceux qui voient leur niveau de vie s'améliorer, même si cela se fait dans des conditions extrêmement brutales de travail et d'exploitation, pensent aux générations suivantes et sont prêts à tous les sacrifices, cela se comprend, mais représente un obstacle à la constitution d'un front des peuples contre la mondialisation. Pour sortir de l'ornière actuelle, le mouvement altermondialiste joue un rôle afin de redonner de la vitalité à une mobilisation internationale, mais pour aider à modifier le rapport des forces actuel, les peuples européens

doivent redevenir cette force émancipatrice qu'ils ont représenté, non pas en maîtres à penser, mais étroitement liés aux peuples des autres continents, car leur histoire est riche d'une grande expérience de luttes sociales et démocratiques. Il y a une confiance à retrouver.

Claude Delevacq :

Suite au discours du président de la République à l'Ile Longue, Jacques Le Dauphin nous a donné les éléments politiques, mais je voudrais ajouter quelques petits points qui sont très frappants. A l'Ile Longue c'est 85 % de la force nucléaire française. Dans la salle il y a quelques amis qui étaient présents en août dernier à Hiroshima. La force nucléaire française représente 6 000 fois la bombe d'Hiroshima. C'est quelque chose d'énorme. Au niveau budgétaire c'est 3 millions ½ d'euros à l'heure actuelle, simplement en équipement. Et on prévoit dans les trois années à venir le changement des missiles. A l'heure actuelle, il y a un chantier de 600 milliards d'euros pour construire à nouveau des armes nucléaires à l'Ile Longue. La France viole en permanence le Traité de non prolifération des armes nucléaires, car l'article 6 dit que les forces nucléaires existantes devaient être contrôlées, en vue de leur destruction. J'en profite pour vous annoncer que les 10/11 et 12 mars auront lieu 3 journées sur justement les problèmes de désarmement nucléaire. La première séance aura lieu dans cette salle, les autres séances à Vitry.

Francis Wurtz :

Egalement sur ce problème du nucléaire, je n'ai pas grand chose à ajouter à ce qu'a dit Jacques Le Dauphin, sauf que je pense qu'il faut qu'on dise combien il est irresponsable qu'un chef d'Etat banalise à ce point l'arme nucléaire. C'est extrêmement grave de dire qu'on pourrait utiliser l'arme nucléaire contre des pays qui bloqueraient l'approvisionnement énergétique. C'est monstrueux. Même les partisans de l'arme nucléaire disent qu'il est inconcevable d'utiliser l'arme nucléaire contre un pays qui n'en posséderait pas. Cette déclaration intempestive est d'autant plus irresponsable car elle risque fort de pousser les forces favorables à ce type d'aventure à des pays qui ne possèdent pas encore l'arme nucléaire à s'en doter le plus vite possible en disant par rapport à ces arguments, si on a le bouclier nucléaire, ils voteront moins arrogants. C'est exactement ce qui se passe entre les Etats-Unis et la Corée du Nord. Les Etats-Unis ont envahi l'Irak car ils pensaient qu'ils ne risquaient pas grand chose. En revanche ils ne touchent pas à la petite Corée du Nord, font même preuve d'une grande patience. Pourquoi ? Parce qu'ils s'interrogent sur la possession par la Corée du Nord de l'arme nucléaire. Ce n'est pas ce type d'initiative, comme celle de Chine, qui aide ceux qu'en Iran voudraient éviter l'engagement dans des orientations irresponsables de ses dirigeants intégristes. Donc je crois qu'il faut condamner de la façon la plus solennelle cette relance de la course nucléaire. Sur la question, quels sont les moyens qui permettent d'arriver à changer l'Europe ? S'il y avait un instrument à sortir de la poche, je pense que nous l'aurions tous. Je pense que le seul moyen c'est celui qui nous avons magnifiquement expérimenté dans la campagne du Non. C'est informer, sensibiliser, permettre aux citoyens d'intervenir, de se saisir de ces enjeux.

Jérôme Relinger :

Je voudrais vous remercier de votre participation. Je pense qu'il faut continuer ce genre de débat, c'est important. Je retiens que pour redonner de la vigueur à la politique, doit monter l'exigence des citoyens vis à vis de leur gouvernement et que la clarté soit faite notamment à gauche, sur qui veut quoi. Nous devons parvenir à ce que de tels débats soient contradictoires et aient valeur d'élaboration de ce que les citoyens exigent de la politique. Que chacun dise ce qu'il fait, ; ce qu'il vote, notamment à Strasbourg ou à Bruxelles. Car quand même 7 sur 40 à propos de la motion contre la directive Bolkenstein qui a des conséquences sur la politique intérieure en France, c'est préoccupant. Donc on va continuer cet exercice de citoyenneté dans le 13me et ailleurs. Encore merci à tous et bonne fin de soirée.